

Chine

Commémoration du massacre du "mouvement de la place Tian'anmen"

Il y a 33 ans, un puissant vent d'espoir s'est mis à souffler sur le continent chinois. Il a été initié par la jeunesse estudiantine, luttant pour l'instauration de droits démocratiques.

Des salarié-es avaient alors exprimé leur solidarité avec ce mouvement. Dans la foulée ils/elles avaient mis en place des embryons de syndicats indépendants de l'État, à Pékin ainsi que dans une vingtaine de villes. Ce fait est important : historiquement, l'existence de syndicats a joué un rôle capital dans l'obtention et la sauvegarde des droits démocratiques.

Simultanément, le "mouvement de la Place Tian'anmen" a été un puissant stimulant de la lutte pour l'obtention de droits démocratiques à Hong Kong, et notamment le suffrage universel. Depuis le 19ème siècle, la puissance coloniale britannique avait en effet toujours refusé de reconnaître à la population le droit d'élire librement les institutions exécutives et législatives gouvernant Hong Kong.

A Hong Kong comme sur le continent chinois, beaucoup pensaient qu'une nouvelle ère historique allait voir le jour dans cette partie du monde. Mais c'était sans prendre en compte la volonté de la direction du Parti Communiste de conserver "quoi qu'il en coûte" son pouvoir absolu. Hantée par le spectre de la grève générale polonaise de 1980, et l'effondrement des pays de l'Est, elle a refusé tout compromis.

Et dans la nuit du 3 au 4 juin 1989, les chars ont déferlé sur la place Tian'anmen et ses alentours, en tirant sur la foule. De nombreuses arrestations ont eu lieu. Une répression du même type a également eu lieu en province.

Les massacres de 1989 représentent un tournant majeur dans l'histoire de la Chine. La défaite sanglante du mouvement démocratique et social, a créé les conditions d'un « remplacement » d'une importante partie de la classe ouvrière de "l'ère Mao", par des migrant-es venu-es des campagnes chinoises, ainsi qu'une accélération de la transition au capitalisme. Jusqu'à aujourd'hui, cette orientation du Parti communiste s'est maintenue sur le fond, malgré quelques périodes d'assouplissement relatif. Avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, l'heure est incontestablement à un durcissement considérable.

A Hong Kong, les massacres de juin 1989 ont causé une émotion considérable. Celle-ci a stimulé la croissance du mouvement pro-démocratie dont une des pièces maîtresses était la centrale syndicale indépendante HKCTU, qui a vu officiellement le jour en juillet 1990. Le mouvement démocratique à Hong Kong a revendiqué une autonomie dans les droits et libertés de ce territoire ce qui a engendré une grande révolte et des manifestations massives en 2019, durement réprimées et finalement

stoppées par une loi de sécurité nationale rendant illégale toute manifestation d'opposition individuelle ou collective.

Ce n'est pas un hasard si Lee Cheuk-yan, secrétaire général de HKCTU, était simultanément un des principaux porte-parole de la coalition qui organisait chaque année à Hong Kong des rassemblements monstres de commémoration du 4 juin.

A partir de 2020, ces rassemblements ont été interdits. Et face à la répression, la coalition qui les organisait s'est auto-dissoute. Depuis près d'un an et demi, comme des dizaines et des dizaines de militant.es, Lee Cheuk-yan est derrière les barreaux, et personne ne sait à l'heure actuelle quand il sera libéré. Simultanément, les associations hongkongaises qui apportaient leur soutien aux luttes sociales et démocratiques en Chine continentale ont été réduites au silence.

On assiste depuis 2020 à une absorption progressive de Hong Kong par le régime de Pékin. Par petit pas successifs, les règles en vigueur sur le continent sont en effet instaurées :

- restriction générale des libertés,
- croissance de la censure, et de l'auto-censure préventive
- arrestations et peines de prison arbitraires
- menace permanente d'être poursuivi par la justice et jeté en prison, y compris de façon rétro-active
- disparition d'organisations indépendantes du pouvoir (associations, partis, syndicats, media...)

Certes, il n'y a pas eu à partir de 2020 de massacres comme en 1989 à Pékin, mais si la politique actuelle se perpétue, on pourra être en droit de parler d'un Tian'anmen aux caractéristiques hongkongaises.

L'organisation des travailleurs et des travailleuses sera toujours le contre-pouvoir indispensable pour organiser la résistance et la lutte contre les gouvernements autoritaires en Chine continentale, à Hong Kong et partout ailleurs.

33 ans après la répression du mouvement de la place Tian'anmen, l'Union syndicale Solidaires a participé à la commémoration qui a eu lieu à Paris. Nous continueront à soutenir les peuples qui luttent et s'organisent dans le monde pour la démocratie et la justice sociale !